

Budgétisation Sensible au Genre

Note de politique N° 2

Un résumé des problèmes et des conclusions du SADC Gender and Development Monitor 2018

L'autonomisation des femmes nécessite l'intégration d'une perspective de genre dans les décisions budgétaires sur les politiques et les programmes, ainsi que le financement adéquat de programmes spécifiques pour garantir l'égalité entre les femmes et les hommes.

Déclaration et Programme d'Action de Beijing, 1995

LA BUDGÉTISATION SENSIBLE AU GENRE (BSG) est un processus d'intégration efficace des perspectives de genre dans le contexte général de la collecte et de l'allocation des ressources publiques, grâce à l'application d'outils analytiques dans les cadres de politique macroéconomique (SADC, 2014). Elle est l'un des outils les plus efficaces pour intégrer le genre dans les politiques et les plans, pour remédier aux inégalités et pour promouvoir les droits économiques, sociaux et politiques des femmes et des hommes. La BSG intègre une perspective de genre à tous les niveaux du processus budgétaire afin de garantir que les besoins et les intérêts des femmes et des hommes de différents groupes soient pris en compte.

Une BSG efficace est un facteur favorable à l'amélioration des résultats des budgets en général, et de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes en particulier. Cependant, en dépit de l'importance de la BSG dans l'amélioration de la condition des femmes et des hommes, les États membres de la SADC n'ont pas encore pleinement compris le concept de la BSG et comment la quête pour améliorer les économies nationales est intimement liée à la réalisation

concrète de l'égalité des sexes à travers l'allocation des ressources budgétaires adéquates.

Cette note de politique donne un résumé concis de la BSG dans les États membres de la SADC et recommande des options politiques visant à améliorer les pratiques de gestion des finances publiques pour garantir que les budgets nationaux répondent pratiquement aux priorités et aux engagements en matière d'égalité des sexes.

Cadres sur la Budgétisation Sensible au Genre

Afin de renforcer les efforts des États membres de la SADC dans la mise en œuvre de la Budgétisation Sensible au Genre, la SADC a élaboré des directives sur la BSG. Les Directives de la SADC sur la Budgétisation Sensible au Genre 2014 sont conçues comme un cadre de référence commun pour les États membres de la SADC pour développer des pratiques efficaces de gestion des finances publiques qui garantissent que les budgets nationaux tiennent compte des priorités et des engagements en matière d'égalité des sexes dans les documents de politique régionale. Le Protocole révisé de la SADC sur le Genre et le Développement oblige les États parties à garantir des budgets et une planification tenant compte de la problématique hommes-femmes, y compris par la désignation des ressources nécessaires aux initiatives visant à autonomiser les femmes et les filles. Le Plan de Développement Stratégique Indicatif Régional de la SADC

(RISDP) indique l'adoption de politiques et stratégies d'autonomisation économique pour les femmes par les États membres afin de lutter contre les inégalités d'accès et de contrôle des ressources, y compris l'élaboration de programmes spécifiques et la mise en place d'initiatives GRB. En outre, la politique de la SADC en matière de genre recommande aux États membres d'intégrer le travail non rémunéré dans les processus de comptabilité et de budgétisation nationales.

Les États membres de la SADC sont parties à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAF) et à la Déclaration et plate-forme d'action de Pékin (BDPfA) qui engagent les gouvernements à évaluer comment les femmes se comparent aux hommes en tant que bénéficiaires et contributrices des budgets gouvernementaux.

Le BDPfA reconnaît que les ressources financières et humaines sont généralement insuffisantes pour la promotion de la femme, par conséquent, les pays sont encouragés à intégrer une perspective de genre dans les décisions budgétaires sur les politiques et les programmes. Avec ces cadres directeurs, les États membres de la SADC ont adopté la BSG et bien que la plupart en soient encore aux premiers stades, ils ont remporté des succès importants, allant de la réaffectation des dépenses réelles à l'ouverture de processus budgétaires traditionnellement secrets, permettant ainsi une plus grande transparence et une plus grande responsabilité (SADC, 2014).

La Budgétisation Sensible au Genre dans les États membres de la SADC

Au cours de l'exercice 2016/2017, le pourcentage des ressources financières allouées aux mécanismes de genre pour tous les États membres de la SADC était inférieur à 1% du total des budgets nationaux par rapport aux autres ministères, comme illustré dans le tableau.

Par exemple, en Namibie, l'allocation budgétaire totale du secteur économique et des infrastructures était de 22,2%, tandis que le genre était vu affecter 0,8% du budget total de 153,7 milliards de dollars namubiens. Au Lesotho, 0,7% du budget de 18 709,3 millions de Maluti était réservé au mécanisme pour l'égalité des sexes, tandis que le ministère des Finances et de la Planification du développement en recevait 4% et le ministère de la Défense 4,3%. Les faibles allocations budgétaires nationales au genre pourraient

être attribuées à l'hypothèse que les mécanismes du genre reçoivent un soutien financier des organisations internationales de développement pour mettre en œuvre les programmes. Deuxièmement, les allocations budgétaires marginales au genre pourraient être dues à la directive qui a été imposée à tous les ministères du gouvernement pour intégrer le genre dans leurs programmes et processus.

Il est supposé que les questions affectant les femmes et les hommes qui devraient normalement être traitées par les ministères du genre seront couvertes par tous les ministères au fur et à mesure de la mise en œuvre de leurs programmes dans différents secteurs. Troisièmement, l'allocation limitée de ressources aux ministères de l'égalité des sexes peut être due au fait que peu d'importance est accordée aux questions d'équité et d'égalité des sexes.

Allocations budgétaires des États membres de la SADC

Pays	2016/17		2018/19	
	Allocation du Ministère du Genre	Total National Budget	Allocation du Ministère du Genre	Total National Budget
Angola	0.8	K9,658 milliards	-	
Botswana	0.04	P64,3 milliards	0.6	P19,31 milliards
RDC	-	F10,3 milliards	-	F10 352,3 milliards
Lesotho	0.7	M18 709,3 millions	0.6	
Madagascar	0.3	MGA11,595 milliards	-	
Malawi	0.03	K1 297,2 milliards	0.23	K173 millions
Maurice	0.4	R136,7 milliards	-	
Mozambique	0.1	M302,928 millions	-	
Namibie	0.8	N\$153,7 milliards	1.1	F10,352 milliards
Afrique du Sud	0.01	R1, 67 billions	0.01	R1,84 milliards
Zambie	0.02	K71,6 milliards	0.12	K86,8 milliards
Zimbabwe	0.5	US\$4 billions	0.3	USD8,2 milliards

Source : Rapports nationaux sur l'état d'avancement de la mise en œuvre du Protocole de la SADC sur le genre et le développement provenant du Baromètre de l'Égalité entre les sexes et du Développement de la SADC 2018, des Ministères des finances, des Ministères du genre, des États du budget national

Il y a peu de prise de conscience sur l'importance de la BSG et les avantages qu'elle peut apporter au développement d'une nation. Au Botswana, des points focaux dans les institutions gouvernementales stratégiques ont été nommés et ont intégré la problématique hommes-femmes dans les secteurs de développement économique tels que le Ministère des finances et de la planification du développement, le Ministère de l'environnement, de la faune et du tourisme et le Ministère de l'investissement et du commerce.

La politique nationale de genre (2010) du Royaume d'Eswatini fournit un cadre et des stratégies pour l'intégration de la dimension de genre et l'autonomisation des femmes. La politique s'engage à promouvoir l'intégration de la dimension de genre dans les allocations budgétaires nationales en utilisant les ressources disponibles pour répondre aux besoins des groupes cibles. En conséquence, Eswatini a formé des planificateurs gouvernementaux et des points focaux genre de la société civile à la budgétisation sensible au genre. En outre, le bureau du Vice-Premier Ministre a lancé en 2011 une Analyse de l'Impact sur le Genre des projets d'infrastructure qui a évalué l'impact sur le genre de certains projets d'investissement. Il s'agissait de déterminer comment le budget national de ces projets bénéficiait aux femmes et aux hommes et comment le concept de BSG pouvait être intégré au mieux dans le processus budgétaire national.

Au Malawi, une Stratégie de Croissance et de Développement 2011-2016 qui a intégré la problématique hommes-femmes dans des domaines prioritaires tels que l'éducation et la

santé a été mise en place. En outre, des directives ont été élaborées sur la BSG dans le secteur public et le budget national 2016/2017 a donné la priorité à l'intégration de la dimension de genre dans le processus budgétaire.

En République-Unie de Tanzanie, depuis 1997, le Ministère du Genre a organisé des ateliers sur la planification et la budgétisation sensibles au genre avec les principaux ministères sectoriels et, depuis lors, la BSG contribue à l'autonomisation des femmes. Le genre est désormais intégré dans toutes les politiques, planification et budgétisation sectorielles. Cependant, les efforts sur la BSG ont diminué au fil des ans (SADC et SARD, 2018).

Avantages de la Budgétisation Sensible au Genre

Santé

Dans la plupart des pays de la SADC, le secteur de la santé est principalement financé par le gouvernement, les partenaires au développement, le secteur privé et les ménages. Cependant, en raison des défis économiques auxquels la plupart des États membres de la SADC sont confrontés, l'aide du gouvernement, des partenaires au développement et du secteur privé s'est détériorée, affectant les femmes qui sont dans la plupart des cas la majorité des personnes manquant de ressources. Dans les zones rurales, par exemple, la BSG peut être un facteur majeur contribuant à traiter le lien entre la mauvaise santé et la pauvreté.

Alors que la pauvreté et la mauvaise santé affectent à la fois les hommes et les femmes, les problèmes s'aggravent pour les femmes car elles n'ont pas accès aux ressources et à la prise de décision et ne les contrôlent pas, ce qui réduit les niveaux d'accès aux services de santé (TGNP, 2018). Dans les zones rurales, par exemple, les hôpitaux connaissent des niveaux élevés de mortalité infantile et maternelle, ce qui est directement lié au manque d'accès aux services de santé.

Les femmes vivant dans les zones rurales n'ont généralement pas accès à une bonne nutrition et à de bons soins pendant l'accouchement, ce qui entraîne une augmentation des taux de mortalité infantile et maternelle. La BSG dans le secteur de la santé peut donc aider à accroître la disponibilité d'options d'assurance abordables pour les groupes les moins favorisés et à veiller à ce que l'amélioration des services de santé maternelle et infantile, l'alimentation complémentaire pour les enfants et les femmes enceintes soient priorisées.

Éducation

Pour le secteur de l'éducation, l'insuffisance des infrastructures scolaires sensibles au genre telles que les auberges et les toilettes peut être une cause majeure de décrochage scolaire chez les filles et un obstacle à l'accès à l'éducation. Des installations et des fournitures adéquates sont nécessaires dans les cas où les filles sont confrontées à des défis de gestion des menstruations en milieu scolaire. La BSG appliqué au secteur de l'éducation permettra de relever ces défis en fournissant des infrastructures adéquates et des installations sanitaires pour le lavage, le

changement et l'élimination des déchets menstruels, ce qui entraînera une baisse du décrochage scolaire des filles et une avancée de l'égalité des sexes. En outre, la BSG peut être utilisée pour propulser des garçons et des filles défavorisés grâce à des dépenses ciblées sur les bourses disponibles à tous les niveaux d'enseignement.

Eau et énergie

L'indisponibilité d'eau et d'énergie est un défi majeur pour les femmes qui sont le plus souvent les gardiennes de la famille et qui ont grand besoin des ressources. Dans les communautés où les sources d'eau sont éloignées des propriétés familiales, les gouvernements sont encouragés à rendre les sources d'eau plus accessibles, par exemple en construisant des points d'eau plus près des communautés afin que les femmes soient libérées de parcourir de longues distances pour aller chercher de l'eau. Il en va de même pour l'énergie, car le fardeau du transport de bois de chauffage sur de longues distances peut être allégé si les budgets fournissent des sources d'énergie abordables pour les femmes et les hommes dans la plupart des communautés, en particulier dans les zones rurales où les femmes sont les plus défavorisées.

Agriculture

Les femmes jouent un rôle crucial dans le secteur agricole. La stratégie de sécurité alimentaire de la SADC 2015-2025 le confirme, ajoutant que les femmes représentent plus de 60% de la production alimentaire et constituent la majorité de la main-d'œuvre du secteur agricole par rapport aux hommes. Dans les zones

rurales, les femmes sont largement confinées à l'agriculture de subsistance, en utilisant des équipements traditionnels. Dans les zones urbaines, les femmes se livrent souvent à l'agriculture commerciale, cependant, les défis des pratiques discriminatoires et le manque d'accès aux ressources pour sécuriser les terres et les débouchés sont similaires à ceux des femmes rurales. La BSG peut être efficace pour relever ces défis en investissant plus de ressources publiques dans la fourniture et l'accès à des infrastructures adéquates, abordables, de qualité, résilientes au climat, durables et sensibles au genre et aux technologies appropriées pour améliorer la productivité des femmes. La création d'un plus grand nombre de banques de femmes grâce à une budgétisation sensible au genre améliorera considérablement l'autonomisation des femmes.

Exploitation minière

Le secteur minier présente de grandes disparités entre les sexes, les femmes étant largement exclues de la participation ou des avantages. La plupart des femmes participent à l'exploitation minière artisanale qui n'est pas réglementée et entraîne un travail caractérisé par de mauvaises normes de santé et de sécurité et des impacts environnementaux négatifs. Le BSG dans le secteur minier peut être utilisé pour traiter les points suivants:

Sécurité - l'amélioration de l'éclairage dans les zones de travail et de déplacement; fournir des toilettes, des douches et des vestiaires sécuritaires; et en veillant à ce que les femmes n'aient pas à se déplacer seules dans des zones calmes.

Adapter les équipements - modifier l'équipement de travail pour qu'il soit adapté aux femmes en ajustant, entre autres, la coupe et la taille des combinaisons, la taille et l'ajustement des casques, des lunettes et des bouchons d'oreille, ainsi que la taille et la proportion des bottes et des gants.

Adapter la modernisation - à mesure que l'exploitation minière devient plus mécanisée, la force physique et l'endurance deviendront moins importantes que les connaissances techniques pour utiliser des machines modernisées. Les femmes et les hommes devraient être exposés à de nouvelles connaissances et à une formation sur l'équipement minier modernisé.

Commerce

Les femmes étant largement confinées au commerce transfrontalier informel, des défis tels que les fouilles corporelles indécentes par des agents de sécurité masculins, la demande de relations sexuelles transactionnelles, les insultes verbales et les injures sont confrontés quotidiennement (SAT, 2018). Dans certains cas, les fonctionnaires sollicitent des pots-de-vin pour permettre la contrebande de marchandises en raison de taxes et autres frais qui ont tendance à être très élevés, ce qui laisse les entreprises commerciales avec un profit minime ou nul.

La BSG peut contribuer à apporter des solutions auxdits défis à travers:

La Révision de la politique fiscale - réduction des taxes commerciales pour les femmes commerçantes transfrontalières informelles. Une taxe sur le commerce uniforme pour tous les commerçants

transfrontaliers peut avoir des implications importantes sur le genre, étant donné que les femmes et les hommes ont tendance à utiliser / consommer différents produits / services.

Formation des agents d'immigration - les gouvernements devraient disposer de budgets spécifiquement destinés à former les agents d'immigration aux questions de sensibilité au genre.

Développer des plates - formes en ligne où les femmes et les hommes peuvent enregistrer leurs expériences dans le secteur du commerce; cela facilitera une approche efficace de réponse éclairée et de formulation de politiques.

Options politiques

Les États membres de la SADC devraient utiliser les Directives de la SADC sur la Budgétisation Sensible au Genre pour répondre aux différentes priorités des femmes et des hommes dans les budgets nationaux, et diriger les ressources en conséquence. Les directives reconnaissent la nécessité d'initiatives régionales et renforcent les initiatives de la BSG en cours dans les États membres de la SADC. Ces initiatives contribueront à la réalisation d'économies nationales améliorées et à la réalisation de l'égalité des sexes. En outre, travaillant en étroite collaboration avec le secrétariat de la SADC, les États membres sont encouragés à:

- Mener une analyse de genre pour identifier les lacunes dans les politiques, programmes et projets. Ces exercices

contribueront à mieux informer les dépenses publiques, ce qui sera bénéfique aux femmes comme aux hommes;

- Mener des dialogues publics où les citoyens peuvent participer à la préparation du budget. Le processus peut renforcer la transparence budgétaire et garantir que les allocations budgétaires répondent aux besoins des femmes, des hommes, des filles et des garçons; Évaluer les députés sur la BSG en tant qu'acteurs importants dans les processus d'approbation budgétaire. Les députés seront donc en mesure d'examiner et de modifier les budgets si nécessaire pour répondre aux besoins différenciés selon le sexe;
- Veiller à ce que des ressources suffisantes soient allouées pour soutenir l'intégration de la dimension de genre dans les ministères sectoriels, en particulier dans les services financiers, le développement économique, le commerce et l'industrie, et que le traçage, le suivi et l'évaluation des résultats et de l'impact des programmes d'intégration de la dimension de genre soient pris en compte;
- Utiliser des outils de budgétisation sensibles au genre pour réorienter les priorités nationales, par exemple, une infrastructure appropriée qui remplacerait le fardeau du transport de l'eau et du bois sur des distances excessivement longues; Renforcer les capacités techniques en utilisant des pratiques efficaces sur la BSG dans la région et au-delà.

Conclusion

Bien que les États membres progressent dans la mise en œuvre de la BSG dans leurs programmes et politiques, un engagement politique beaucoup plus important est nécessaire pour tirer pleinement parti de ses avantages. Les États membres de la SADC devraient utiliser des politiques macroéconomiques équitables en matière de genre qui

donnent la priorité à l'utilisation de techniques d'intégration de la dimension de genre telles que la BSG.

Plus d'efforts devraient être déployés pour institutionnaliser les initiatives de la BSG dans les lois et pratiques gouvernementales. Ceci peut être réalisé en s'assurant que chaque ministère a un point focal genre. De cette façon, la BSG sera intégrée dans la plupart des ministères du gouvernement.

Références

- Beall J and Davila J. 1994. *Integrating Gender into Policy for Manufacturing Industry*. London
- FAO. 2018. *The Role of Women in Agriculture*. UN FAO, Accra
- SADC. 2017. *SADC Selected Economic and Social Indicators*. SADC Secretariat, Gaborone
- SADC. 2013. *SADC Regional Agricultural Policy*. SADC Secretariat, Gaborone
- SADC Member States. 2018. *National Progress Reports on Implementation of the Revised SADC Protocol on Gender and Development...* Botswana, Mauritius, Madagascar, Mozambique, Namibia, Seychelles, Zimbabwe
- Baromètre de l'Egalité entre les sexes et du Développement de la SADC, Suivre la mise en œuvre du Protocole de la SADC sur le Genre et le Développement* Gaborone, Harare
- SADC, SARDC 2016. *Efforts et avantages de l'intégration du genre dans le secteur des énergies renouvelables de la SADC*. Gaborone, Harare
- SARDC. 2015. *Prospects for Industrial Transformation in SADC – Towards a Regional Strategy and Roadmap*. SARDC, Harare
- SARDC and National Partners 2000, 2008. *Beyond Inequalities: Women in Southern Africa*, Botswana, Malawi, Mozambique, Namibia, South Africa, Zambia, Zimbabwe. SARDC WID-SAA, Harare
- SAT. 2018. *Challenges and Experiences of Women in Agriculture and Trade in the SADC region – Zambia, Zimbabwe & Malawi*. SAT, Pretoria
- South African Chamber of Mines. 2017. *Women in Mining*. South African Chamber of Mines, Johannesburg

CETTE NOTE de politique est produite par Beyond Inequality Gender Institute (BI) du Centre de recherche et de documentation en Afrique australe dans le cadre d'un projet de suivi de la mise en œuvre du Protocole de la SADC sur le genre et le développement financé par l'Agence autrichienne de développement. Les informations sont extraites de la publication Le Baromètre de l'Egalité entre les sexes et du Développement de la SADC 2018. La note de politique et les informations connexes sont disponibles sur www.sardc.net. La responsabilité du contenu de cette publication incombe entièrement aux éditeurs. L'information et l'analyse ne reflètent pas l'opinion officielle de l'AAD/CAD. Novembre 2019